



Statistique Canada
Statistics Canada

infomat

Bulletin hebdomadaire

Produit national brut, 1978

Le produit national brut s'est élevé à \$231.8 milliards en 1978 après une augmentation de 10.3%. Les prix des biens et services produits au Canada, mesurés par l'indice implicite des prix de la Dépense nationale brute, ont progressé à peu près au même rythme qu'en 1977, tandis que la production réelle s'est légèrement accélérée, avec une hausse de 3.4% comparativement à 2.7% en 1977.

Comme l'année dernière, les influences extérieures ont dominé la conjoncture économique du Canada en 1978. Ainsi, alors que la demande intérieure finale n'a augmenté que de 2.1% en termes réels, les exportations réelles ont enregistré une progression de 8.5%, qui a été à l'origine d'environ la moitié de la croissance totale de la production en volume et qui a eu un effet positif sur les profits et l'emploi dans les industries d'exportation. La contribution globale du secteur étranger à l'expansion réelle a été quelque peu amoindrie par une élévation de 4.1% du volume des importations, qui se sont accrues en proportion du Produit national brut réel malgré une hausse de 12.7% des prix à l'importation.

Pour plus de renseignements, commander la livraison du quatrième trimestre 1978 de Comptes nationaux des revenus et des dépenses — Système de comptabilité nationale (13-001, \$1.05/\$4.20).

Stations radiophoniques

Les ventes nationales brutes de temps d'antenne des stations radiophoniques MA et MF se sont chiffrées à \$8.5 millions en novembre dernier, une hausse de 13.3% par rapport à \$7.5 millions en novembre 1977.

Après déduction des commissions des agences de publicité et des autres commissions, les ventes nationales nettes ont totalisé \$7.2 millions, une augmentation de 12.5% comparativement à \$6.4 millions en novembre 1977.

Les ventes de temps d'antenne locales nettes ont progressé de 15.8% à \$19.8 millions au cours du mois observé. Elles avaient été de \$17.1 millions un an plus tôt.

En novembre 1978, le total des ventes brutes de temps d'antenne s'est chiffré à \$291.5 millions comparativement à \$250.4 millions en novembre 1977, une augmentation de 16.4%. Les ventes nettes totales se sont chiffrées à \$271.1 millions, une hausse de 16.1% par rapport à \$233.5 millions dans la même comparaison.

DERNIÈRES STATISTIQUES MENSUELLES

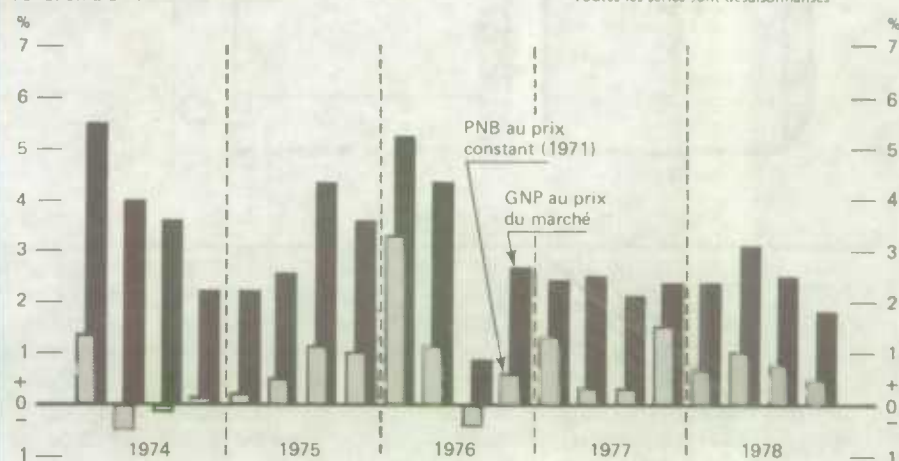
			Mois précédent	Variation annuelle en %
EMPLOI, REVENU				
Gains moyens hebdomadaires (\$)	nov.	272.38p	272.01r	6.3
Revenu du travail (millions \$)	déc.	11,208.2p	11,389.9r	8.9
Personnes occupées (en millions)	janv.	9.81	10.14	4.8
Chômeurs	janv.	977.000	870.000	0.0
STOCKS				
Grands magasins (millions \$)	nov.	2,389.9p	2,416.3p	9.1
Appartenant aux fabricants (millions \$)	déc.	20,731.3p	20,316.3p	11.5
Grossistes (millions \$)	déc.	8,894.8	8,510.9	17.7
COMMANDES				
Nouvelles commandes des fabricants (millions \$)	déc.	11,521.0p	12,475.7p	29.8
Commandes des fabricants en carnet (millions \$)	déc.	13,334.6p	13,179.7p	32.1
PRIX				
Prix à la consommation (Indice 1971=100)	janv.	182.7	181.3	8.9
Prix de vente dans l'industrie (Indice 1971=100)	déc.*	198.0	197.5	10.5
Prix de gros (Indice 1935-39=100)	déc.	643.3	639.9	12.5
BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS				
Permis de construire (millions \$)	nov.	977.8	12,014.2	3.9
Mises en chantier dans les centres urbains (unités)	janv.	11,533	11,533	-22.9
ÉNERGIE				
Production de charbon (milliers de tonnes)	déc.*	3,178.9	33,594.9	6.9
Production d'électricité (TW.h)	déc.*	33.9	335.7	6.0
Production de gaz (en milliards de p3)	nov.	323.0	3,159.3	-3.3
Raffinage du pétrole (millions de barils)	déc.	60.8	661.7	0.1
COMMERCE EXTÉRIEUR				
Exportations, base douanière (millions \$)	déc.	4,587p	52,606p	19.0
Importations, base douanière (millions \$)	déc.	4,251p	49,605p	18.0
PRODUCTION				
Acier (lingots — milliers de tonnes)	janv.	1,518.9	1,518.9	15.9
VENTES				
Ventes des grands magasins (millions \$)	déc.	1,178.3p	7,667.9p	11.9
Livraisons des fabricants (millions \$)	déc.	11,366.1p	130,352.7p	18.8
Ventes de véhicules automobiles neufs (millions \$)	déc.	581.1	9,648.5	12.9
Ventes au détail (millions \$)	déc.*	7,435.8p	68,860.5p	11.6
Ventes de gros (millions \$)	déc.	4,952.9p	62,022.7p	11.6

Statistiques non désaisonnalisées. p—provisaires, r—révisées. *—nouveau cette semaine.

Produit national brut du Canada (PNB)

Variation d'un trimestre à l'autre

Toutes les séries sont désaisonnalisées



Source: Comptes nationaux des revenus et des dépenses (13-001)

Assurance-chômage

Au cours de la semaine se terminant le 9 décembre 1978, les prestataires qui ont bénéficié de l'assurance-chômage se sont chiffrés à 779,000, une hausse de 18.0% par rapport à novembre mais une baisse de 7.0% comparativement à décembre 1977. En 1978, le nombre moyen mensuel de prestataires a été 801,000, une augmentation de 7.0% par rapport à 1977.

En décembre dernier, les montants versés aux prestataires ont totalisé \$327 millions, une baisse de 2.0% par rapport à novembre mais une augmentation de 2.0% comparativement à décembre 1977. Au

cours de l'année civile 1978, les prestations se sont chiffrées à \$4,537 millions en comparaison de \$3,909 millions en 1977, une hausse de 16.0%; la prestation hebdomadaire moyenne a augmenté de 9.0% à \$109.71 alors que le nombre de semaines de prestations haussait de 7.0% à 41.36 millions.

En décembre, les 276,000 citoyens ont fait une demande de prestations, une diminution de 11.0% par rapport à novembre et une baisse de 13.0% par rapport à décembre 1977. Au cours de l'année civile 1978, 2,809,000 demandes ont été enregistrées, à peu près le même nombre qu'en 1977.

Production de thé et de café

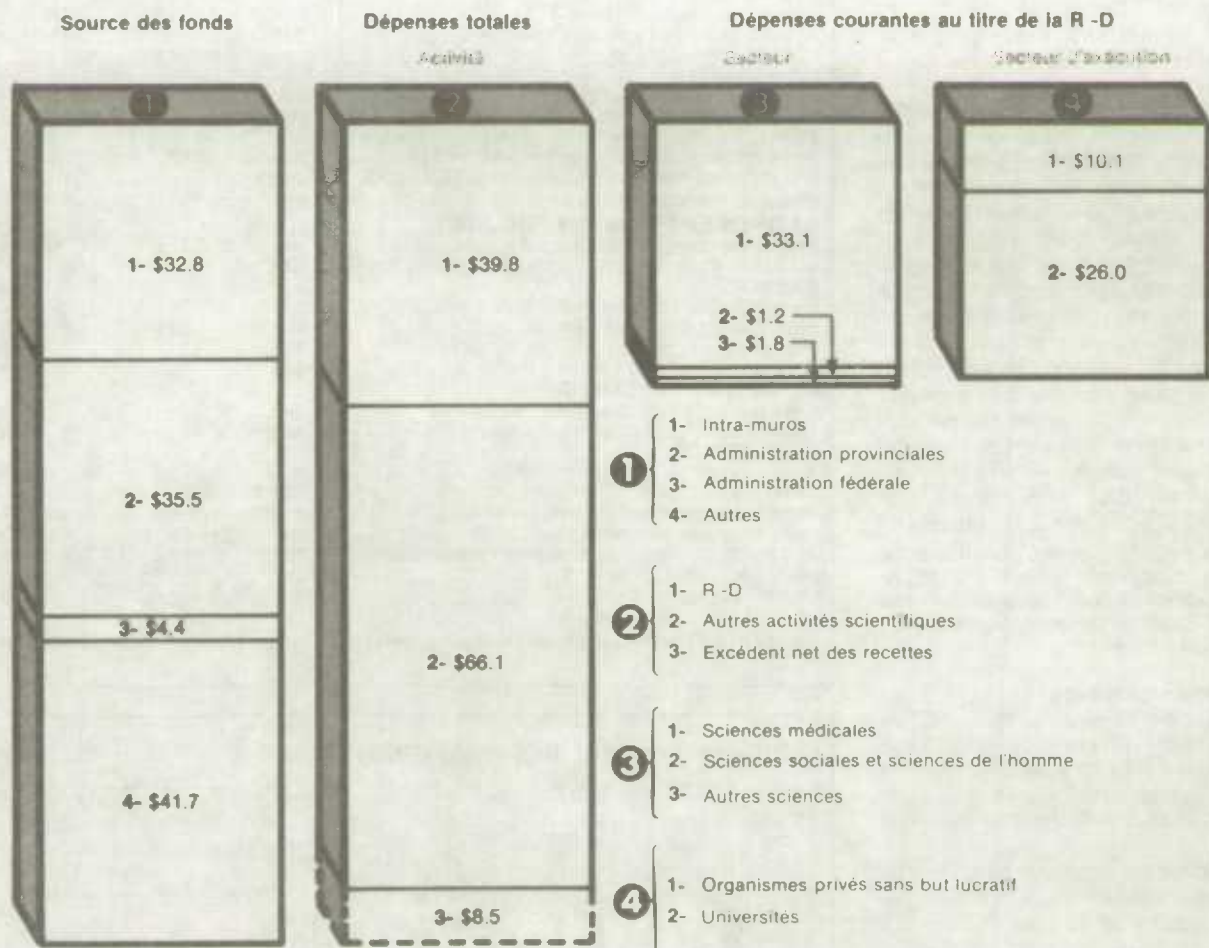
Au cours du quatrième trimestre 1978, la production de café torréfié a été de 32,586,000 livres (14 781 000 tonnes métriques), comparativement à 32,708,000 livres (14 837 000 tonnes métriques) pendant la même période de 1977.

La production de thé a pour sa part atteint 10,196,000 livres (4 625 000 tonnes métriques), alors qu'elle s'était chiffrée à 9,838,000 livres (4 463 000 tonnes métriques) au cours du quatrième trimestre 1977.

Pour plus de renseignements, commander la livraison de décembre 1978 de Production de thé et de café (32-018, 35¢/\$1.40).

Quelques données sur les organismes privés sans but lucratif, 1976

Millions de dollars



Un fonds de recherche médicale créé en Alberta vient de se voir garantir une somme d'environ \$30 millions annuellement par cette province. Les données de 1976 publiées récemment au sujet de la recherche et du développement montrent que l'on a consacré \$1.8 milliard à ce domaine. Des recettes de l'ordre de \$300 millions provenant de la vente de gaz naturel et d'huile qui avaient été mises de côté par l'Alberta pour créer un fonds de recherche médicale verra à renflouer les organismes à but non lucratif sévèrement touchés par les coupures budgétaires et qui avaient dû ralentir leurs recherches scientifiques et le développement expérimental. Le secteur des organismes privés sans but lucratif (voir tableau) est le plus petit en importance utilisé dans le calcul des dépenses nationales en matières de recherche et de développement, mais bien qu'il représente que 1% des dépenses, il s'est acquis près de 20% de la RD pour la santé dans les universités. Pour plus de renseignements, communiquer avec Eléonor Bouliane (613-995-3014), Centre de la statistique des sciences, Division de l'éducation, des sciences et de la culture, Statistique Canada, Ottawa K1A 0T6.

Travailleurs divorcés et séparés, 1977

Sur les 618,000 personnes divorcées ou séparées (moyenne annuelle pour 1977) appartenant à la population civile hors institution en âge de travailler, 406,000 faisaient partie de la population active. Ces 3,8% comprenaient 171,000 hommes (42.1%) et 235,000 femmes (57.9%). Sur l'ensemble des personnes mariées actives, 65.7% étaient des hommes et 34.3% des femmes.

Sur les 406,000 personnes divorcées ou séparées actives, on comptait 369,000 personnes occupées dont 155,000 hommes (42.0%) et 214,000 femmes (58.0%). Les femmes ne représentaient que 33.2% des personnes mariées occupées. Les personnes divorcées ou séparées occupées sont généralement plus âgées que les personnes mariées occupées, mais ont à peu près le même niveau d'instruction. Près de 79% des hommes divorcés ou séparés occupés n'avaient pas d'enfants ou ne vivaient pas avec leurs enfants, et 4.5% avaient des enfants âgés de 17 à 24 ans. Par contre, 29% environ des hommes mariés occupés n'avaient pas d'enfants, et 6.4% avaient des enfants âgés de 17 à 24 ans. Le pourcentage de femmes mariées occupées ayant des enfants était un peu moindre dans le cas des femmes divorcées ou séparées que dans celui des femmes mariées (57.5% contre 63.6%). La princi-

pale différence provenait du fait que seulement 12.1% des femmes divorcées ou séparées occupées avaient des enfants de moins de 6 ans comparativement à 21.2% des femmes mariées occupées.

Sur les 37,000 personnes divorcées ou séparées qui étaient en chômage, 16,000 (43.2%) étaient des hommes et 21,000 (56.8%) des femmes. (En ce qui concerne les personnes mariées en chômage, les femmes comptaient pour 50.8%). Comme dans le cas des personnes occupées, les chômeurs divorcés ou séparés sont généralement plus âgés que les chômeurs mariés (56.8% des personnes divorcées ou séparées étaient âgées de 35 ans et plus contre 46.4% des personnes mariées). Les chômeurs divorcés ou séparés avaient à peu près le même niveau d'instruction que les chômeurs mariés.

La comparaison de l'activité des personnes divorcées ou séparées et des personnes mariées en fonction de caractéristiques personnelles appelle deux grandes conclusions: a) les hommes divorcés ou séparés affichent un taux d'activité plus faible et un taux de chômage plus élevé que les hommes mariés; b) les femmes divorcées ou séparées affichent un taux d'activité plus élevé que les femmes mariées, mais les taux de chômage des deux groupes sont comparables.

Mouture des grains

En décembre 1978, les minoteries ont tourné à 96.5% de leur pleine capacité sur la base de 24 jours ouvrables et d'une capacité journalière de 8 023 tonnes. Les minoteries qui ont rendu compte de leur activité en novembre 1978, ont fonctionné à 86.8% de leur capacité combinée, calculée sur la base de 25 jours ouvrables.

En décembre 1978, 253 416 tonnes de blé ont été moulues, chiffre supérieur de 8% par rapport aux 234 784 tonnes moulues en novembre 1978, et 10% au-dessus de 230 411 tonnes moulues au mois de décembre de l'an dernier.

Le blé de farine moulu pendant l'année civile 1978 a atteint un total préliminaire de 2 694.1 milliers de tonnes, marquant une augmentation de 20% contre les 2 506.9 milliers de tonnes produites un an auparavant.

Le blé d'hiver de l'Ontario inclu dans la quantité totale de blé moulu pendant le mois en cours représentait 17 384 tonnes, contre les 16 114 tonnes du même type de blé en U décembre 1977.

Le blé de farine moulu au cours des cinq premiers mois de la campagne agricole 1978-79 représentait au total 1 202 289 tonnes, 5% de plus que les 1 146 544 tonnes moulues pendant la même période de la campagne agricole précédente.

Expansion d'Infomat

Ce numéro d'Infomat est le premier d'une nouvelle série élargie qui paraîtra une fois par mois, à titre expérimental. L'expansion de la publication vise à tenir les lecteurs au courant de l'évolution de la situation dans le domaine statistique.

Parmi les types d'informations que comprendront ces éditions élargies, on peut mentionner par exemple les nominations importantes, les publications nouvellement approuvées pour Statistique Canada, et les activités nouvelles dans le monde de la statistique en général. Il sera également question des discours, documents, conférences et séminaires qui revêtent une certaine importance pour les utilisateurs de statistique.

L'espace restreint ne nous permettra pas de couvrir un grand nombre de questions en profondeur, mais nous tâcherons de donner des informations générales et actuelles. Dans la mesure du possible, nous indiquerons les sources auxquelles pourront s'adresser les lecteurs pour obtenir plus de détails.

Nous serons heureux d'accueillir toutes informations qui pourraient être transmises à nos lecteurs. Ces informations pourront provenir de n'importe quel niveau de gouvernement ou du secteur privé.

Distributeurs automatiques

D'après le sommaire des résultats de l'enquête de 1977, 662 entreprises ont été classées comme exploitants de distributeurs automatiques; ceux-ci ont déclaré des ventes globales de \$286,478,100 provenant d'un nombre maximum de 105,587 distributeurs. Ce chiffre de vente représentait un accroissement de 6.3% par rapport au montant de \$269,386,600 enregistré l'année précédente.

Ont surtout contribué à l'augmentation des ventes entre 1976 et 1977 les principaux types de distributeurs suivants: distributeurs de cigarettes, 1.2% (\$122.3 millions); distributeurs de café, 16.1% (\$52.4 millions); et distributeurs de boissons gazeuses, 8.9% (\$44.2 millions). Des gains notables ont également été enregistrés par les distributeurs suivants: distributeurs d'aliments frais, 27.2% (\$20.1 millions); distributeurs de lait (et jus) en contenant, 13.4% (\$10.2 millions); et distributeurs de soupes et aliments chauds en boîte, 2.9% (\$4.6 millions).

Pour plus de renseignements, commander *Exploitants de distributeurs automatiques, 1977 (63-213, 70¢)*.

Importations et exportations

Après désaisonnalisation et sur la base de la balance des paiements, les exportations ont augmenté de 5.8% en janvier 1979 pour atteindre \$5.13 milliards; c'est un redressement par rapport à la baisse de 2.1% en décembre.

Sur le même plan, les importations se sont chiffrées à \$4.74 milliards, ce qui représente un faible gain par rapport à la hausse de 4% enregistrée en décembre.

La balance commerciale désaisonnalisée fait donc apparaître un excédent de \$386 millions en janvier.

Pour plus de renseignements sur le commerce par région et par produit, commander l'édition de janvier de *Sommaire du commerce extérieur (65-001, 40¢/\$4)*.

Population du Canada

Les estimations postcensitaires de la population du Canada et des provinces au 1er janvier 1979 s'établissaient comme suit:

- Canada, 23,597,600; Terre-Neuve, 572,900; Ile-du-Prince-Édouard, 122,300; Nouvelle-Écosse, 845,400; Nouveau-Brunswick, 699,200; Québec, 6,289,600; Ontario, 8,479,900; Manitoba,

1,029,900; Saskatchewan, 952,000; Alberta, 1,985,200; Colombie-Britannique, 2,555,800; Yukon, 21,800; et Territoires du Nord-Ouest, 43,100.

Pour plus de renseignements, communiquer avec Mlle G. Caron (613-995-2213), Division des estimations et des projections démographiques, Statistique Canada, Ottawa K1A 0T6.

COMMANDE DE PUBLICATIONS de Statistique Canada

Adressez votre première commande à:

Distribution des publications,
Pièce 1405, édifice principal,
Statistique Canada, Ottawa
K1A 0T6.

Indiquez:

le titre de la publication, le mois, le trimestre ou l'année de parution, de même que le numéro de catalogue.

Veillez envoyer un mandat-poste ou un chèque fait à l'ordre du Receveur général du Canada.

Nouveaux éléments pour CANSIM

CANSIM (Système canadien d'informatique socio-économique) est la base de données de Statistique Canada lisible par une machine et accessible par terminal dans tout le Canada. On peut obtenir des services de CANSIM en s'adressant à Statistique Canada à Ottawa ou aux centres de référence régionaux du Bureau. Il est également possible d'accéder à la base principale de CANSIM au moyen de Datacrown (Systems Dimensions Limited au moment de l'écriture). Un certain nombre de distributeurs secondaires, dont la liste figure ci-après, assure l'accès à la mini-base CANSIM, qui est une subdivision de la base principale CANSIM.

On ajoute constamment de nouveaux éléments à la base principale CANSIM, par exemple de nouvelles instructions pour l'extraction des données.

À l'heure actuelle, les utilisateurs peuvent extraire des tableaux portant sur le recensement de 1976, l'enquête sur la population active, la statistique des voyages internationaux, l'agriculture, les fabricants de produits électriques et électroniques, les comptes de flux financiers et l'indice des prix à la consommation.

Chaque ensemble de tableaux est stocké de façon qu'on puisse y accéder interactivement par APL. Les tableaux sont

Mini-base CANSIM

Distributeurs secondaires:

Computel Systems Limited
Computer Sciences Canada Limited
Comshare Limited
The Conference Board in Canada
Datacrown Limited
Data Ressources of Canada
DataLine Systems Limited
FRI Information Services Limited
IMB Canada Limitée
Industrielle-Services Techniques Inc.
IP Sharp Associates Limited
Systems Dimensions Limited

mis à jour dès que les données sont mises à jour dans la base principale CANSIM.

Par exemple, l'instruction pour les fabricants de produits électriques et électroniques donne accès à 10 tableaux, dont la liste figure ci-après, contenant des données qui intéressent particulièrement les fabricants de produits électriques. Ces tableaux indiquent les taux de variation d'une période à une autre pour cinq années de données annuelles et deux années de données mensuelles.

Pour plus de renseignements au sujet de ces nouvelles instructions, veuillez communiquer avec CANSIM (613-995-7406), Statistique Canada, 23e étage, Immeuble R.H. Coats, Tunney's Pasture Ottawa K1A 0Z8.

Instructions pour les fabricants de produits électriques et électroniques

Tableau	Titre
1	Produit intérieur réel (1971=100) — Taux de variation des chiffres désaisonnalisés
2	Effectifs — Industries de produits électriques (taux de variation)
3	Indices des prix de vente dans l'industrie — Industries de produits électriques (1971=100, taux de variation)
4	Indices des prix à la consommation (1971=100, taux de variation)
5	Expéditions, stocks et commandes — Industries de produits électriques (taux de variation des chiffres désaisonnalisés)
6	Expéditions, stocks et commandes — Industries manufacturières (taux de variation des chiffres désaisonnalisés)
7	Indicateurs de la demande (taux de variation des chiffres désaisonnalisés)
8	Réfrigérateurs, congélateurs, machines à laver et téléviseurs (milliers d'unités, taux de variation)
9	Exportations et importations (milliers d'unités, taux de variation)
10	Production réelle et prix — Énergie électrique, mazout et gaz (1971=100, taux de variation)

Recensement: situation de 1981

Bien que les récentes coupures budgétaires aient eu des répercussions sur les plans relatifs au recensement de 1981, on prévoit que le recensement sera aussi détaillé et d'aussi bonne qualité que tous les recensements décennaux antérieurs. Les sujets ont déjà été approuvés, et le questionnaire sera bientôt présenté au Cabinet pour approbation définitive.

Comme dans le passé, on utilisera pour le recensement de 1981 un questionnaire long et un questionnaire abrégé. Le questionnaire abrégé portera des questions démographiques de base, tandis que le questionnaire long portera des questions plus détaillées de nature économique et socio-démographique. Il y aura des questions sur le parc de logements, les caracté-

ristiques des logements, le coût du logement, la citoyenneté, le pays de naissance, la période d'immigration, les groupes ethniques, la langue maternelle, la langue au foyer, le niveau d'instruction, la fécondité, la nuptialité, la situation de travail, l'occupation, le secteur d'activité économique, le lieu de travail, le statut et le revenu.

Une différence importante entre le recensement de 1981 et celui de 1971 concerne la taille de l'échantillon qui recevra le questionnaire long. La proportion sera réduite de 1 sur 3 à 1 sur 5 — proportion utilisée pour les recensements décennaux précédents antérieurs à 1971.

Statistique Canada compte réduire le coût en réduisant la taille de l'échantillon et en apportant d'importantes modifications aux programmes de dépouillement et de diffusion.

Décisions du comité des publications

À Statistique Canada, tout projet de publication nouvelle doit être examiné et approuvé par un comité connu sous le nom de Comité des publications de Statistique Canada. L'approbation par ce comité donne à la division responsable de Statistique Canada l'autorisation de procéder à la préparation de la nouvelle publication. Cependant, elle n'est pas une garantie que la publication ne sera pas annulée ou remise à plus tard. Les publications approuvées par le comité dont on donne ici la liste doivent être considérées seulement comme des publications ayant de fortes chances d'être produites par Statistique Canada.

Outre les projets de nouvelles publications, les projets d'annulation et de modification des publications existantes de Statistique Canada doivent également être approuvés par le Comité des publications.

Statistiques des prix de la construction

La Division des prix prévoit cesser la publication de son bulletin trimestriel intitulé *Statistiques des prix de la construction* (n° de catalogue 62-008).

Revenu et patrimoine

La Division du revenu et des dépenses des consommateurs prévoit la production d'une nouvelle publication hors série qui sera inscrite au catalogue et qui s'intitulera *La distribution du revenu et du patrimoine au Canada, 1976/1977*.

On examinera dans cette publication le concept de patrimoine de la famille. Ce patrimoine sera défini comme étant l'avoir net, c'est-à-dire l'actif total moins la dette totale, et sera analysé du point de vue du revenu et de la possession ou non-possession d'une maison, et selon l'âge et la situation d'activité du chef de famille.

La publication sera fondée sur les données supplémentaires concernant l'avoir et la dette recueillies par l'enquête de 1977 sur les finances des consommateurs.

Quête d'un emploi et travail

La Division de l'enquête sur la population active prévoit la publication d'un document de recherche intitulé *Les inactifs: Quête d'un emploi et désir de travailler*. Cette publication ne sera inscrite au catalogue.

On y analysera les aspirations en matière de travail des personnes qui voulaient travailler et qui étaient disponibles pour un emploi mais qui n'ont pas effectivement cherché du travail récemment. N'ayant pas activement cherché du travail, ces personnes ne sont ni occupées ni en chômage suivant les définitions de l'enquête sur la population active.

Les données nécessaires proviennent de questions ajoutées à l'enquête sur la population active de mars 1978.

Finances publiques

La Division des finances publiques prévoit une révision de son manuel, *Système canadien des statistiques de la gestion financière des administrations publiques* non-catalogué).

Cette deuxième édition est révisée afin d'inclure une description du traitement accordé aux modifications des systèmes

de gestion financière à tous les paliers d'administration publique. Ces modifications touchent l'institution par l'administration publique d'un certain nombre de nouveaux programmes assortis de nouveaux types d'activités financières.

Thé, café et cacao

La Division des industries manufacturières et primaires fera paraître une publication trimestrielle intitulée *Production et stocks de thé, café et cacao*. Cette nouvelle publication renfermera les informations de deux publications trimestrielles dont on a annoncé l'annulation: *Préparations alimentaires diverses* (n° de catalogue 32-018) et *Biscuits et confiserie* (n° de catalogue 32-016).

Mortalité due au cancer

La Division de la santé prévoit la publication d'un document de recherche qui sera intitulé *Mortalité causée par le cancer du gros intestin au Canada, 1950-1973*. Cette publication ne sera pas inscrite au catalogue.

On y présentera une analyse en profondeur du cancer du côlon et du rectum par unité géographique, notamment par provinces, par divisions de recensement et par municipalités. On mettra l'accent sur les différences de mortalité suivant la situation géographique.



Politique au sujet de la Classification géographique type

Une nouvelle politique est entrée en vigueur le 1^{er} février suivant laquelle la Classification géographique type devient la classification officielle pour la diffusion de toutes les publications de Statistique Canada inscrites au catalogue. Elle permettra aux utilisateurs d'établir le lien entre des données classées géographiquement dans différentes séries statistiques avec un minimum d'ajustement. Dans bien des cas, elle facilitera également la publication de données à un niveau plus raffiné de détail géographique. La Classification géographique type identifie l'endroit au moyen d'un code à sept chiffres. Les deux premiers chiffres représentent la province ou le territoire; les deux suivants, la division de recensement; et les trois derniers, la subdivision de recensement. Cette classification jouit de l'acceptation générale depuis un certain nombre d'années, et elle est utilisée par les ministères provinciaux, les entreprises privées et les chercheurs.

La Division des normes, qui est chargée de l'application de la politique, discutera prochainement des changements nécessaires avec chacune des divisions concernées de Statistique Canada. La nouvelle politique ne vise que la diffusion, mais la Division étudiera également au cours des prochains mois l'application du codage géographique à la collecte et au dépouillement des données.

Effets de la réduction des dépenses à Statistique Canada sur les données concernant les pêches et les minéraux

Par suite de la réduction des dépenses imposée récemment, Statistique Canada a dû cesser la publication de certaines de ses données sur les pêches et les minéraux.

Données sur les pêches: Le ministère fédéral des Pêches et des Océans, qui est le principal fournisseur de Statistique Canada en données sur les pêches, a accepté d'élargir la distribution de ses publications existantes afin de fournir aux utilisateurs des données analogues à celles contenues dans les publications suivantes de Statistique Canada qui ne paraissent plus:

- Congélations et stocks de poisson (24-001); La statistique mensuelle des pêches du Canada (24-002); La statistique des pêches du Canada — Sommaire du Canada (24-201); La statistique des pêches — Terre-Neuve (24-202); La statistique des pêches — Ile-du-Prince-Édouard (24-203); La statistique des pêches — Nouveau-Brunswick (24-204); La statistique des pêches — Nouvelle-Écosse (24-205); La statistique des pêches — Québec (24-206); La statistique des pêches: Ontario, Manitoba, Saskatchewan, Alberta et Territoires du Nord-Ouest (24-207); La statistique des pêches — Colombie-Britannique et Yukon (24-208).

Pour chacune des publications mensuelles, décembre 1978 est le mois de référence du dernier numéro paru. Pour chacune des publications annuelles, 1976 est la dernière année pour laquelle les données sont publiées.

Les publications de Pêches et Océans qui seront la meilleure source disponible de remplacement des publications discontinuées de Statistique Canada sont les suivantes:

Les pêches canadiennes — Les activités au secteur primaire (mensuelle)

Les pêches canadiennes — Produits et réserves (mensuelle)

Revue statistique annuelle des pêches canadiennes (annuelle).

Les abonnés aux publications discontinuées de Statistique Canada ont été informés des annulations et mis au courant des autres possibilités. Pour plus de renseignements au sujet des publications du ministère des Pêches et des Océans, veuillez communiquer avec: Mme E. Teske, Direction de l'information, Ministère des Pêches et des Océans, Ottawa K1A 0E6.

Données sur les minéraux: Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources a prix en charge toutes les enquêtes sur les minéraux effectuées auparavant par Statistique Canada. Ce ministère publiera toutes les données mensuelles provenant de ces enquêtes à partir de janvier 1979. Les publications mensuelles annulées par Statistique Canada sont les suivantes:

Amiante (26-001); Production de cuivre et de nickel (26-003); Production d'or (26-004);

Minéral de fer (26-005); Production des principaux minéraux du Canada (26-007);

Production d'argent, de plomb et de zinc (26-008); Sel (26-009).

Statistique Canada continuera de publier les données annuelles qui seront fournies par Énergie, Mines et Ressources. La forme de présentation et les titres des nouvelles publications qui doivent être produites par ce ministère n'ont pas encore été déterminés.

Pour plus de renseignements au sujet des données mensuelles sur les minéraux contenues dans les publications indiquées ci-dessus, veuillez communiquer avec John T. Brennan (613-995-9351), Secteur de la politique minière, Division des systèmes d'information, Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, 580, rue Booth, Ottawa K1A 0E4.

Avis aux utilisateurs

Micromedia Limited, la société qui reproduit et qui offre la collection complète des publications de Statistique Canada sur microfiche, a déménagé. Voici sa nouvelle adresse et son numéro de téléphone: Micromedia Limited, 144 ouest, Front Street, 5^e étage, Toronto (Ontario) M5J 1G2, (416-592-4211).

Nomination

M. **Peter Kirkham**, statisticien en chef, annonce que la Commission de la Fonction publique a approuvé la nomination de M. **A.J. (Al) De Gagné** au poste de directeur général des Finances. A ce titre, il relèvera du statisticien en chef adjoint de la Gestion centrale. En sa qualité de titulaire de ce nouveau poste qui remplace celui de directeur des Services financiers qu'occupait M. **Gordon Logan** jusqu'à sa récente mutation au Bureau du contrôleur général, M. De Gagné sera responsable de l'établissement du budget et de la planification financière, de la coordination de projets, de systèmes de comptabilité analytique et de surveillance de la gestion, du contrôle des recettes et des dépenses ainsi que de la prestation de services financiers décentralisés au sein du Bureau.

M. De Gagné était directeur général de la Politique et de la Planification financières au ministère des Transports. Auparavant, il avait occupé divers postes dans les services de comptabilité d'administrations municipales, notamment à Fort Frances, à Hamilton et à Oshawa, où il a été trésorier et directeur des Finances.

Balance des paiements internationaux

Après désaisonnalisation, le déficit du compte courant s'est établi au niveau sans précédent de \$1,808 millions au quatrième trimestre de 1978 contre \$1,394 millions au troisième trimestre; non corrigé des variations saisonnières, le déficit du trimestre a été de \$1,907 millions. Les mouvements de capitaux, qui ne sont pas désaisonnalisés, se sont soldés par un afflux de \$806 millions, tandis que le poste d'équilibre comptable, qui représente les erreurs et omissions nettes dans les estimations enregistrées des opérations courantes et en capital, a été équivalent à une entrée nette de \$1,406 millions. L'excédent global a donc donné lieu à un accroissement net de \$305 millions des avoirs monétaires officiels.

Les faits saillants du trimestre ont été les suivants:

- Une augmentation de 10% de l'excédent désaisonnalisé du commerce de marchandises, qui a atteint \$758 millions après que les exportations et les importations aient crû au même rythme en valeur. Les gains en volume ont été à l'origine d'environ les deux tiers de la croissance des exportations et de moins des trois cinquièmes de celle des importations.
- Parmi les exportations, de fortes progressions ont été enregistrées après désaisonnalisation pour les produits automobiles, les sciages, le pétrole brut, la pâte de bois, le minerai de fer, la viande et le poisson; on a observé des baisses considérables pour le blé, l'orge et le charbon. Les produits dont les importations se sont le plus accrues ont été les produits automobiles, le pétrole brut, les métaux non ferreux (l'or en particulier), les machines industrielles, le charbon et les avions civils.
- Une aggravation de \$481 millions du déficit désaisonnalisé des invisibles, qui s'est élevé à \$2,566 millions en raison d'une hausse de \$500 millions du déficit des intérêts et dividendes. Les paiements de dividendes ont été exceptionnellement importants du fait que de nombreuses sociétés se sont prévaluées de la possibilité de distribuer à leurs actionnaires les surplus libérés d'impôt qu'elles avaient accumulés avant 1972; les nouvelles dispositions fiscales régissant de telles distributions entraient en vigueur à la fin de 1978. (Du total de plus de \$350 millions de ces paiements exceptionnels, quelque \$215 millions ont pris la forme de dividendes-actions et ont donc été aussi inscrits comme des entrées au compte de capital, essentiellement dans les investissements directs.) Par contre, le déficit des voyages a diminué de \$77 millions pour se chiffrer à \$373 millions.
- Un revirement de \$400 millions dans les mouvements de capitaux à long terme qui se sont soldés par une entrée nette (\$63 millions) pour la première fois depuis le troisième trimestre de 1974. Ce retournement a été principalement dû au fait que les investissements directs étrangers au Canada ont donné lieu ce trimestre-ci à une sortie nette de \$735 millions, à cause de prises de participations dans des entreprises canadiennes sous contrôle étranger. Ces mouvements ont été en partie compensés par des entrées accrues de \$941 millions engendrées par les nouvelles émissions canadiennes vendues à l'étranger, surtout par une émission du gouvernement fédéral placée à New York.
- Une entrée nette de capitaux à court terme de \$869 millions, à la suite d'une variation de \$1,943 millions par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de revirements de presque \$1.5 milliard et \$250 millions dus au fait que les banques à charte et les autres résidents, respectivement, ont réduit leurs créances en devises sur les non-résidents après les avoir sensiblement accrues au trimestre précédent.
- Un excédent global de \$305 millions, les réserves et les engagements officiels ayant respectivement augmenté de \$1,014 millions et \$709 millions. L'accroissement net des réserves comprend le produit de deux nouveaux emprunts de 300 millions de dollars américains, contractés en vertu des lignes de crédit de confirmation ouvertes auprès de banques canadiennes et étrangères (qui figurent dans les engagements de réserves), ainsi que le produit d'une émission d'obligations à New York s'élevant à 750 millions de dollars américains.
- Au cours de la première moitié du trimestre, une forte hausse du dollar canadien, qui avait atteint son cours le plus bas depuis le début des années 30; la tendance s'est cependant inversée en décembre, de sorte que la monnaie canadienne a clôturé l'année à 84.33 cents américains, soit pratiquement à son niveau de la fin du troisième trimestre.

Pour l'année 1978 dans son ensemble, le déficit des opérations courantes s'est élevé à \$5,285 millions, comparativement à \$4,150 millions en 1977. Les mouvements de capitaux se sont soldés par une entrée de \$3,758 millions, tandis que le poste d'équilibre comptable a produit une sortie nette de \$1,772 millions. Le déficit global a fait baisser les réserves de \$3,299 millions.

Les changements structurels et le rôle de diffusion et de promotion de Statistique Canada

Dans le cadre d'un programme exécuté par le statisticien en chef Peter Kirkham et visant à réorganiser le Bureau en fonction du rôle qu'il sera appelé à jouer dans les années 80, on a entrepris la consolidation de certaines activités de production et de diffusion de Statistique Canada. On peut mentionner entre autres les points suivants:

- a) la création dans le Secteur des services de diffusion et de promotion d'une nouvelle division qui portera le nom de CANSIM (Système canadien d'informatique socio-économique) et qui sera sous la direction de M. P.N. Triandafilou. M. J.G. Stinson, actuellement directeur de la Division de la diffusion des données du recensement, se joindra à CANSIM à titre de directeur associé avec 28 membres de son personnel.
- b) le transfert du personnel de la Division de la diffusion des données du recensement qui s'occupe des demandes générales de renseignements au sujet du recensement et qui répond aux demandes "immédiates" des utilisateurs adressées à la Division de l'assistance-utilisateurs. Ces ressources seront intégrées au personnel des services de renseignements central et régionaux.
- c) le transfert de la Section de la distribution des publications, qui relève de M. Jack Boyd, de la Division des services administratifs à la Division de l'assistance-utilisateurs à titre de section distincte comptable au directeur, M. R.E. Drover.
- d) le Groupe des analyses économiques et la Section de l'économétrie de la Division des analyses de conjoncture seront intégrés pour constituer une nouvelle entité, le Groupe des analyses de conjoncture, dans le Secteur des comptes économiques et de l'intégration.

Les nouvelles dispositions en matière de responsabilité pour CANSIM et pour la Section de la distribution des publications sont en vigueur depuis le 1er février 1979. Ces modifications seront transposées dans le budget au 1er avril 1979.

Le programme général de réorganisation du Bureau dirigé par M. Kirkham comprend la consolidation des ressources spécialisées en deux principaux domaines — "économique" et "social". Certaines dispositions ont déjà été prises dans ce sens. Les modifications touchant le Secteur des services de diffusion et de promotion font partie de cette réorganisation générale. Elles constituent des éléments essentiels du processus de consolidation touchant les services centraux de programmes, qui à l'heure actuelle se trouvent surtout dans le Secteur des services de diffusion et de promotion, la Direction des systèmes informatiques et du traitement des données, la Division des opérations régionales, et dans les subdivisions des Services administratifs chargées de la production et de la distribution des publications. On

estime que la fusion de ces éléments et l'intégration de leurs activités à celles des secteurs projetés à spécialisation "économique" ou "sociale" sont des constituants essentiels du système informatisé de collecte et de diffusion qui doit être mis en service dans les bureaux régionaux d'ici à 1983. La concentration des activités de diffusion dans le Secteur des services de diffusion et de promotion fait partie de ce processus de fusionnement. Un des effets importants sera l'accroissement des services offerts aux utilisateurs par l'entremise du Secteur des services de diffusion et de promotion. En particulier, ce secteur offrira désormais un service considérablement élargi en matière de diffusion automatisée des données.

Projections démographiques du Canada

Voici quelques points saillants des projections démographiques produites récemment.

- Durant la période de 25 années entre 1976 et 2001, la population canadienne ne croîtra que de 22% à 35% comparativement à une croissance de 64% de 1951 à 1976.
- En 2001, la population du Canada pourrait se situer entre 28 et 31 millions.
- Elle s'achemine vraisemblablement vers la croissance ZÉRO qui pourrait être atteinte au cours du premier quart du siècle prochain ou même vers un déclin à plus long terme si les tendances se maintiennent.
- Au-delà de 2001, le niveau d'incertitude est plus élevé. Si les tendances observées récemment dans l'évolution de la fécondité et des migrations se poursuivent, la population pourrait se maintenir autour de 28-29 millions durant la période 2001-2026. Par contre, si la fécondité augmente jusqu'au niveau de remplacement des générations, soit 2.1 enfants par femme et si la migration nette augmente jusqu'à environ 100,000 personnes par année, la population pourrait atteindre 37 millions en 2026.
- Par suite de la chute brutale de la fécondité, la population du Canada est vigoureusement engagée dans le processus de vieillissement démographique. Alors qu'en 1976 50% de la population canadienne avait moins de 28 ans, en 2001 la moitié des 65 ans et plus pourrait présenter environ 12% de la population en 2001 et, possiblement, 20% en 2026 comparativement à seulement 9% en 1976.
- L'évolution prévue jusqu'en 2001 ne change pas le classement des provinces quant à leur poids démographique: elle consacre la prépondérance de l'Ontario qui regroupera de 35 à 38% de la population du pays, garde au Québec son deuxième rang, mais réduit son importance relative; de 27% en 1976, sa part se situerait autour de 23 à 25% en 2001. Alors que la Colombie-Britannique pourrait soit maintenir sa part, soit l'augmenter légèrement, l'Alberta devrait l'augmenter considérablement, passant de 8% en 1976 à environ 10 à 12% en 2001.

500 groupes industriels dominent l'activité commerciale du pays

Les 500 principales entreprises ont produit 53% des ventes totales effectuées au Canada et 64% des bénéfices réalisés par les corporations non financières en 1976. Or, ce nombre représente moins d'un quart de 1% des sociétés non financières en activité au Canada.

Ces chiffres figurent dans le rapport de 1976 et concernent l'activité de 230,262 sociétés non financières.

Selon ce document produit par Statistique Canada, ces 500 groupes industriels ont également revendiqué 65% de l'actif total, 67% de l'avoir et 79% des paiements faits aux non-résidents.

Le secteur sous contrôle étranger a dominé, englobant 275 des 500 entreprises.

Les différences entre les entreprises canadiennes et celles sous contrôle étranger ont été marquées parmi les 25 principales. De ce nombre, seize sociétés étaient canadiennes et neuf sous contrôle étranger. Elles ont enregistré 21% des ventes, 30% de l'actif, 24% des bénéfices et 27% de l'avoir; or, le secteur étranger a réalisé un ratio chiffre d'affaires/actif total plus de deux fois supérieur à celui du secteur canadien et obtenu un meilleur taux de rentabilité.

Parmi les 68,429 corporations qui ont fourni des renseignements sur leurs propriétaires, soit toutes les corporations ayant un actif de plus de \$250,000 ou un chiffre d'affaires annuel de \$500,000, 3,630 étaient sous contrôle étranger, alors que 64,462 entreprises privées et 337 entreprises publiques étaient contrôlées au Canada.

Les 3,630 sociétés classées sous contrôle étranger ont produit 34.9% de toutes les ventes faites au Canada, 31% de l'actif, 46% des bénéfices et 80.4% des paiements versés aux non-résidents.

Les 64,462 entreprises privées canadiennes sont intervenues pour 53.4% des ventes, 46% de l'actif, 43% des bénéfices et 19.6% des paiements versés aux non-résidents. Celles appartenant au secteur public ont réalisé 5.4% des ventes, 18.8% de l'actif et 7.3% des bénéfices (aucun chiffre sur les paiements aux non-résidents).

Le rapport de 1976 concernant la Partie I (Corporations) de la Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers (no. 61-210 au catalogue) peut être obtenu gratuitement de la Distribution des publications, Statistique Canada, Ottawa K1A 0T6.

Enquête sur les maisons d'édition

Les résultats de l'enquête de 1976 font état des réponses fournies par 167 maisons d'édition. Cent trente-cinq (81%) d'entre elles étaient des sociétés, surtout privées à but lucratif (101), mais aussi publiques (13) et sans but lucratif (21). Le reste (32) se composait d'entreprises individuelles, de sociétés en nom collectif, de coopératives et d'organisations de nature indéterminée. Les 167 maisons observées ont enregistré des ventes totales de \$284.3 millions, dont \$164.9 millions (58%) provenant de la vente de leurs propres livres. Les \$119.4 millions restants (42%) provenaient de la vente en exclusivité. Le volume moyen des ventes se situait à \$1.7 million et le volume médian, à \$0.2 million.

Un petit nombre de grandes entreprises se partageant une proportion appréciable des ventes totales déclarées. De fait, 36 entreprises représentant 22% des maisons d'édition enquêtées ont déclaré 85% du volume total des ventes (\$241.2 millions). Sur ces 36 entreprises, 12 seulement étaient sous contrôle financier canadien et deux seulement étaient de langue française. Aussi est-il clair que la majorité des ventes déclarées revient à des maisons d'édition de langue anglaise sous contrôle étranger.

Sur les 167 maisons déclarantes, 91% se trouvaient dans trois provinces: Ontario, Québec et Colombie-Britannique. L'Ontario venait au premier rang avec 92 (55%) sur 167; venaient ensuite le Québec avec 45 et la Colombie-Britannique avec 15. Pour ce qui concerne les ventes, l'Ontario était encore au premier rang et justifiait de 84.5% (\$240.2 millions) du total, suivi du Québec (13.9%) et de la Colombie-Britannique (1.0%). Les maisons d'édition des autres provinces se partageaient le reste, soit 0.6%.

En ce qui concerne la langue, 76% des maisons d'édition déclarantes étaient de langue anglaise, 23% de langue française et 1% d'autres langues, ce qui est très proche des chiffres correspondants de 1975 établis à 72%, 25% et 3% respectivement. Les maisons d'édition de langue anglaise ont déclaré des ventes de \$263.0 millions. Il est à noter que 57% de ces ventes sont attribuables à des entreprises sous contrôle étranger, surtout américain. Les maisons d'édition de langue française étaient sous contrôle étranger dans une moindre mesure, mais les ventes des entreprises sous contrôle étranger étaient importantes.

Les maisons d'édition de langue anglaise affichant des ventes nettes de \$2 millions ou plus représentaient 27% des entreprises de langue anglaise, mais justifiaient de 89% des ventes nettes de ces dernières. En ce qui concerne les maisons d'édition de langue française, celles qui ont déclaré des ventes nettes de \$2 millions ou plus constituaient 5% des répondants et comptaient pour 30% des ventes nettes des entreprises de langue française. Les maisons d'édition enquêtées ont déclaré 2,916 nouveaux titres publiés et 2,397 réimpressions en 1976.



1010762299

Publications parues du 2 — 7 mars

	Cata- logue	Prix par unité/année		Cata- logue	Prix par unité/année
AGRICULTURE					
Nombres-indices des prix des produits agricoles, septembre 1978	62-003	15¢/\$1.50	Production et disposition des produits du tabac, janvier 1979	32-022	15¢/\$1.50
Production du miel, 1978	23-007	35¢	Production, expéditions et stocks en mains des scieries à l'est des Rocheuses (sauf Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard, novembre 1978)	35-002	30¢/\$3
Stocks de produits laitiers et de volaille congelée, février 1979	32-009	30¢/\$3	Production mensuelle de boissons gazeuses, janvier 1979	32-001	15¢/\$1.50
ÉDUCATION, SCIENCES ET CULTURE					
Statistiques de la culture, bibliothèques des universités et des collèges du Canada, 1976-77	87-652	70¢	BULLETINS DE SERVICE		
Universités: inscriptions et grades décernés, 1977	81-204	\$1.40	Conservation de fruits et de légumes —		
COMMERCE ET SERVICES					
Commerce de détail, décembre 1978	63-005	55¢/\$5.50	vol. 7, 1978: no 5, Conserves de cerises conditionnées; no 6, Conserves de maïs conditionnés		
Commerce de gros, décembre 1978	63-008	15¢/\$1.50	32-023	/\$1.40	
Ventes de véhicules automobiles neufs, décembre 1978	63-007	30¢/\$3	PRIX		
FINANCES DES ENTREPRISES					
Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers, Partie I — Corporations, Rapport de 1976	61-210	gratuit	Indice des prix des entrées dans l'agriculture, 4ième trimestre 1978		
Sociétés industrielles, statistique financière, données provisoires, quatrième trimestre 1978 (avec données comparatives pour le quatrième trimestre de 1977)	61-003p	gratuit	62-004	35¢/\$1.40	
INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES ET PRIMAIRES					
Huiles et corps gras, décembre 1978	32-006	30¢/\$3	RECENSEMENT ET ENQUÊTES		
Pièces, tuyaux et accessoires en fonte, décembre 1978	41-004	15¢/\$1.50	MÉNAGES		
Production d'argent, de plomb et de zinc, décembre 1978	26-008	15¢/\$1.50	Projections démographiques pour le Canada et les provinces, 1976-2001		
Production de cuivre et nickel, décembre 1978	26-003	15¢/\$1.50	91-520	\$7.50	
INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES ET PRIMAIRES					
SANTÉ					
Quelques statistiques sur la main-d'oeuvre sanitaire-résumé, 1976					
83-231 \$1.40					
STATISTIQUE JUDICIAIRE					
Statistique des établissements de correction, 1976					
82-207 \$2.10					
TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS					
Opérations des transporteurs aériens transcontinentaux et régionaux, septembre 1978					
51-001 40¢/\$4					
Transport ferroviaire, Partie I, Statistiques comparatives sommaires, 1973-1977, 1977					
52-207 \$1.05					
BULLETIN DE SERVICE					
Transport par eau — vol. 9, no 1, Statistique des mouvements de marchandises (provisoires), troisième trimestre de 1978					
54-003 /\$1.40					

Responsables de l'assistance-utilisateurs

Pour obtenir des renseignements plus complets, s'adresser aux Services régionaux de l'assistance-utilisateurs de Statistique Canada ou au Service central de renseignements, Ottawa (613-992-4734).

Les utilisateurs de données en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et en Île-du-Prince-Édouard ont accès gratuitement à l'assistance-utilisateurs d'Halifax en composant 1-800-565-7192. En Saskatchewan, on communique avec le bureau régional de Regina en signalant 1-800-667-3524. En Alberta, on peut atteindre le bureau d'Edmonton en composant 1-800-222-6400.

Immeuble Viking
Chemin Crosbie
St-Jean (T.-N.)
A1B 3P2
(709-726-0713)

1256, rue Barrington
Halifax (N.-É.)
B3J 1Y6
(902-426-5331)

1500, avenue Atwater
Montréal (Qué.)
H3Z 1Y2
(514-283-5725)

25 est, avenue St. Clair
Toronto (Ont.)
M4T 1M4
(416-966-6586)

266, avenue Graham
Winnipeg (Man.)
R3C 0K4
(204-949-4020)

530 Centre Midtown
Regina (Sask.)
S4P 2B6
(306-569-5405)

10025 — 106e rue
Edmonton (Alta.)
T5J 1G9
(403-425-5052)

1145, rue Robson
Vancouver (C.-B.)
V6E 1B8
(604-666-3635)